



# L'ÉQUIPE

## CO-DIRECTEURS

Anaïs BERHOU

Robinson CHABOT-AGNESINA

Théo GALDEANO

Lilou THIBERT

## FONDATRICE

Marine BUSSON

## RÉDACTEURS ET RÉDACTRICES

Anaïs BERHOU

Maïli MORIN

Clara BAILLY

Naomi LORENDEAU

Robinson CHABOT-AGNESINA

Nina LAFON

Théo GALDEANO

Louna BOBINSKI

Sarah GRUAND

Jade CAYZAC

## CONCEPTION COUVERTURE

Laura ALMEIDA



# L'EDITO DES DIRECTEURS

Chères lectrices, chers lecteurs,

Dans ce nouveau numéro de La Balise Diplomatique, nous vous proposons un tour d'horizon de l'actualité internationale, révélant les tensions et les transformations de notre monde.

En Afrique, le Sénégal illustre les défis de la liberté de la presse, entre réformes promises et pressions persistantes qui entravent le rôle essentiel des médias dans la démocratie.

En Amérique du Nord, l'Alaska devient le miroir d'un échec pour Donald Trump et d'une victoire symbolique pour Vladimir Poutine, tandis que sur le continent sud-américain, le Salvador semble glisser vers une dérive autoritaire, et l'Uruguay peine à se relever du scandale des « vaches fantômes » qui a ruiné des milliers d'investisseurs.

En Eurasie, le Caucase témoigne d'une perte d'influence russe sur son « étranger proche », révélant de nouvelles dynamiques géopolitiques dans la région.

L'Europe, quant à elle, vit un moment de bascule. Du football féminin devenu terrain politique à des bouleversements profonds au sein de l'Union, le continent est confronté à des choix cruciaux pour son avenir.

Dans la zone Indopacifique, les relations sino-indiennes connaissent une reprise du dialogue malgré des différends persistants, tandis que la recrudescence du conflit entre la Thaïlande et le Cambodge rappelle que la stabilité régionale reste fragile.

Enfin, au Proche et Moyen-Orient, le Liban illustre les défis majeurs auxquels sont confrontés les États, oscillant entre aspirations à la paix internationale et tensions internes persistantes.

Entre pressions politiques, enjeux diplomatiques et crises économiques, ce numéro met en lumière un monde en mutation, où vigilance et compréhension sont plus que jamais nécessaires pour appréhender les complexités des relations internationales.

Bonne lecture à toutes et à tous !

# MAPPE



**AMÉRIQUE DU NORD**

**EUROPE**



**AMÉRIQUE LATINE**



**AFRIQUE**

# MONDE



**EURASIE**

**INDOPACIFIQUE**

**PROCHE ET MOYEN-ORIENT**

# SOMMAIRE

## **AFRIQUE** ..... PAGE 6

SÉNÉGAL : UNE PRESSE SOUS PRESSION ENTRE RÉFORMES PROMISES ET RÉALITÉS PERSISTANTES (P. 6)

## **AMÉRIQUE DU NORD** ..... PAGE 8

L'ALASKA, MIROIR D'UN ÉCHEC POUR TRUMP ET D'UNE VICTOIRE SYMBOLIQUE POUR POUTINE (P. 8)

## **AMÉRIQUE LATINE** ..... PAGE 11

LE SALVADOR : VERS UNE DÉRIVE AUTORITAIRE (P. 11)

URUGUAY : LE SCANDALE DES VACHES FANTÔMES QUI A RUINÉ DES MILLIERS D'INVESTISSEURS (P. 14)

## **EURASIE** ..... PAGE 15

LE CAUCASE, THÉÂTRE DE LA PERTE D'INFLUENCE RUSSE SUR SON « ÉTRANGER PROCHE » (P. 15)

## **EUROPE** ..... PAGE 17

UEFA FÉMININ 2025 QUAND LE FOOT DEVIENT POLITIQUE (P. 17)

L'EUROPE VIT UN MOMENT DE BASCULE (P. 19)

## **INDOPACIFIQUE** ..... PAGE 22

INDE-CHINE : REPRISE DU DIALOGUE MALGRÉ DES DIFFÉRENDS PERSISTANTS (P. 22)

RECRUESCENCE DU CONFLIT OPPOSANT LA THAÏLANDE ET LE CAMBODGE (P. 24)

## **PROCHE ET MOYEN ORIENT** ..... PAGE 25

PAIX INTERNATIONALE, GUERRE INTÉRIEURE : LES DÉFIS DU LIBAN (P. 25)

## SÉNÉGAL : UNE PRESSE SOUS PRESSION ENTRE RÉFORMES PROMISES ET RÉALITÉS PERSISTANTES

Anaïs BERHOU

La presse sénégalaise traverse une période de fortes turbulences. Entre pressions fiscales, fermetures de journaux, convocations judiciaires et promesses de réformes gouvernementales, le paysage médiatique se trouve aujourd'hui à un tournant. Si certaines avancées sont mises en avant par les autorités, les professionnels de l'information alertent sur une fragilisation durable de la liberté d'expression.



### UNE LIBERTÉ DE LA PRESSE MENACÉE PAR L'ÉTAU ÉCONOMIQUE ET ADMINISTRATIF

Depuis 2023, de nombreux organes de presse sénégalais font face à des difficultés financières majeures. Le poids des dettes fiscales, dont l'effacement avait pourtant été promis, a entraîné la fermeture de plusieurs journaux et le blocage des comptes bancaires de certains titres. À ces contraintes s'ajoutent des retards de paiement de la part de l'État pour des contrats publicitaires déjà honorés. Les associations de presse dénoncent également des mesures jugées arbitraires, comme le gel du Fonds d'Appui et de Développement de la Presse (FADP) ou la fermeture de la plateforme numérique de déclaration des médias. Selon elles, plus de 200 structures seraient aujourd'hui menacées de disparition. Face à ce qu'ils perçoivent comme une mise en péril de leur survie, les patrons et journalistes ont multiplié les actions de protestation. Des journées « sans presse » ont été organisées en 2024 pour alerter l'opinion publique. Les associations de presse ont également tenté d'obtenir des audiences auprès des autorités, sans toujours recevoir de réponse.

## LES RÉACTIONS OFFICIELLES : VOLONTÉ AFFICHÉE DE RÉFORME

De son côté, le gouvernement tente de montrer des signes d'apaisement. Le président Bassirou Diomaye Faye a récemment adressé une lettre aux acteurs du secteur pour réaffirmer son engagement en faveur de la liberté de la presse. Il a demandé que soient mises en œuvre des mesures de redressement adaptées et annoncé des réformes structurelles. Parmi celles-ci figurent la création d'une nouvelle autorité de régulation des médias et des réseaux sociaux, destinée à remplacer le Conseil national de régulation de l'audiovisuel (CNRA) d'ici fin 2025, ainsi qu'une plus grande transparence dans l'attribution des aides publiques.

## UN CLASSEMENT RSF EN AMÉLIORATION, MAIS DES INQUIÉTUDES PERSISTANTES

La Libye figure également au cœur d'un autre enjeu sensible : la surveillance et la répression présumées des défenseurs des droits humains. Le journal britannique *The Guardian* a mis en évidence plusieurs enquêtes portant sur l'emploi d'un logiciel espion israélien à l'encontre de militants italiens, dont David Yambio, engagé contre l'accord migratoire entre l'Italie et la Libye. Ces manœuvres de surveillance ciblées viseraient à réduire au silence les voix critiques. David Yambio aurait même alerté la Cour pénale internationale après avoir découvert qu'il était espionné. Cette affaire met en lumière la complexité des liens entre les politiques migratoires européennes et la situation libyenne, tout en soulevant des interrogations sur le recours à des outils de cybersurveillance potentiellement abusifs.

Des voix s'élèvent pour réclamer une réglementation internationale plus stricte afin de protéger les militants et les organisations engagées dans la défense des droits humains. Reporters Sans Frontières a récemment relevé une amélioration relative, le Sénégal passant de la 94<sup>e</sup> à la 74<sup>e</sup> place dans son classement mondial. Ce bond en avant est attribué notamment à la baisse des arrestations de journalistes observée en 2024. Cependant, les délits de presse demeurent passibles de lourdes peines, et les convocations judiciaires pour « fausses nouvelles » ou « offense au chef de l'État » restent fréquentes. De nombreux acteurs dénoncent ainsi un cadre juridique et économique qui continue de fragiliser l'indépendance éditoriale.

## UN TOURNANT DÉCISIF POUR LA PRESSE SÉNÉGALAISE

Entre réformes promises et réalités du terrain, le Sénégal se trouve dans une phase charnière. Les engagements gouvernementaux vont dans le sens d'une amélioration du climat médiatique, mais leur mise en œuvre concrète reste incertaine. Dans l'immédiat, les journalistes et patrons de presse continuent d'alerter sur la menace qui pèse sur le pluralisme et la liberté d'expression. L'avenir du secteur dépendra de la capacité des autorités à transformer leurs promesses en mesures tangibles et durables, sans réduire la presse à une simple variable d'ajustement économique et politique.

## L'ALASKA, MIROIR D'UN ÉCHEC POUR TRUMP ET D'UNE VICTOIRE SYMBOLIQUE POUR POUTINE

Maili MORIN

Malgré le tapis rouge déroulé à Anchorage, en Alaska, le vendredi 15 août, la rencontre entre le président américain et son homologue russe n'a débouché sur aucune avancée réelle concernant un accord de paix ou un cessez-le-feu sur le conflit russo-ukrainien. Ce rendez-vous inédit, auquel ni les Ukrainiens ni les Européens n'étaient conviés, a suscité de vives réactions à l'échelle internationale face à la symbolique de cette rencontre, mais surtout a nourri l'impatience de la communauté internationale face à l'absence d'actions concrètes pour mettre fin à cette guerre.

### UN ÉCHEC MANIFESTE POUR DONALD TRUMP

Fidèle à son approche diplomatique, le président américain s'était une nouvelle fois présenté en amont du sommet comme l'artisan de la paix. Multipliant les déclarations ambitieuses, ce dernier avait notamment promis d'obtenir un « *cessez-le-feu rapide* » et affirmé : « *Je veux que les massacres cessent. Je suis là pour les arrêter.* » Mais derrière ces proclamations, aucun résultat tangible n'est à souligner. En effet, la presse n'a eu vent d'aucun détail concret des discussions, bien que les volontés russes restent inchangées quant à la possession du Donbass dans sa totalité en échange du gel des hostilités. Le constat est alors clair, la rencontre s'est achevée sans la moindre avancée réelle, bien que les deux dirigeants aient qualifié cette réunion de « *très productive* ». Il convient toutefois de relever le changement de cap du président américain, qui ne plaide plus pour un simple cessez-le-feu, mais désormais pour un accord de paix, comme l'a illustré la déclaration conjointe des deux hommes dans la salle de presse de la base militaire, sous l'inscription « *Pursuing Peace* ».



L'échec du président américain apparaît d'autant plus flagrant que, durant le sommet, la Russie a intensifié ses attaques. En effet, 85 drones et un missile ont été lancés sur l'Ukraine dans la nuit de vendredi à samedi, tandis que des avions russes survolaient le pays.

## LES CRITIQUES DE LA PRESSE INTERNATIONALE

De nombreux médias ont souligné le faste déployé pour l'arrivée du chef d'État russe, contribuant à glorifier l'image du dictateur sur la scène internationale et à affirmer son ascendant sur le président américain. Plusieurs journaux ont qualifié cet accueil de victoire symbolique pour Vladimir Poutine, qui sortant de son isolement diplomatique, parvient à regagner stature et respect en tant que leader. Malgré le contexte de guerre, il a été accueilli sur le sol américain entouré d'acteurs politiques et militaires mobilisés pour sa venue. Cette mise en scène apparaît d'autant plus frappante lorsqu'on la compare à la venue du président ukrainien, Volodymyr Zelensky, humilié et insulté à la Maison Blanche en février 2025.

Le média ukrainien The Kyiv Independent a notamment qualifié ce sommet de « *révoltant, honteux et, au final inutile* ». De son côté, The Guardian souligne la réalité choquante de l'accueil réservé à Vladimir Poutine, alors même que lui et ses troupes sont accusés de meurtres, de viols, de tortures, ainsi que de l'enlèvement et du transfert de milliers d'enfants ukrainiens. Le journal britannique met alors en lumière l'ironie de la situation : « *Dans plus de 100 pays, cet homme de 72 ans aurait été arrêté dès qu'il a posé le pied sur le tarmac. Aux États-Unis, il a été accueilli par une salve d'applaudissements spontanés de la part de Trump, qui lui a donné une longue poignée de main et l'a conduit dans la « Bête », la limousine présidentielle.* ». Ce dernier élément a particulièrement marqué les esprits, puisque en principe, nul n'est autorisé à prendre place dans ce véhicule blindé ultrasécurisé. La presse et les commentateurs politiques y voient une nouvelle démonstration des privilèges accordés à un ancien officier du KGB, aujourd'hui chef d'État, ou dictateur, engagé dans une guerre qu'il ne semble nullement disposé à conclure.

Pourtant, notons que le choix de la base militaire d'Elmendorf-Richardson en Alaska, devait symboliser la puissance américaine et constituait un choix stratégique pour mettre en avant la force militaire et la position géopolitique des États-Unis. L'Alaska, 49<sup>e</sup> État du pays, incarne cette puissance par sa vaste superficie, mais aussi une dimension stratégique de par sa proximité avec la Russie et le continent asiatique, ainsi que par ses riches réserves de ressources naturelles, très convoitées.

Par ailleurs, un dispositif de sécurité exceptionnel a été instauré pour ce sommet, assurant que le mandat d'arrêt émis contre le président russe par la Cour internationale de justice pour crimes contre la population ukrainienne ne soit pas exécuté.



## QUEL AVENIR POUR L'UKRAINE ?

À la suite du sommet d'Anchorage, le président ukrainien s'est rendu à Washington le 18 août dernier, entouré de ses alliés européens, afin d'explorer de possibles voies vers la paix. Contrairement à leur dernière rencontre de février, où il s'était retrouvé seul face à un président et une vice-présidente américains, ouvertement hostiles, il était cette fois épaulé par plusieurs figures de premier plan : le président français Emmanuel Macron, le chancelier allemand Friedrich Merz, le Premier ministre britannique Keir Starmer, la présidente du Conseil des ministres italien Giorgia Meloni, le président finlandais Alexander Stubb, la présidente de la Commission européenne Ursula von der Leyen, ainsi que le secrétaire général de l'OTAN Mark Rutte. Cette démonstration de solidarité s'inscrit dans la continuité de la « coalition des volontaires », créée en mars dernier, qui rassemble 31 pays majoritairement européens aux côtés de la Turquie, du Canada, de l'Union européenne et de l'OTAN. Par ce front transatlantique uni, les alliés de l'Ukraine affichent leur détermination et leur cohésion face aux ambitions de la Russie.

Ainsi, les Européens ont défendu l'idée d'un cessez-le-feu, tandis que le président américain plaidait en faveur de négociations de paix, une approche qui laisse entendre un certain alignement sur les positions du Kremlin suite à sa rencontre avec Vladimir Poutine. Face à cela, le chancelier allemand Friedrich Merz a déclaré « *Je ne peux pas imaginer que la prochaine réunion ait lieu sans un cessez-le-feu, travaillons en ce sens et essayons de mettre la pression sur la Russie.* » Ses propos traduisent la volonté européenne de placer l'arrêt des combats au cœur de toute perspective de règlement politique, afin de mettre un terme à la catastrophe humanitaire et matérielle en cours. La suite des négociations sera alors conditionnée par les choix politiques de chacun, Donald Trump envisageant de réunir Vladimir Poutine et Volodymyr Zelensky lors d'un sommet tripartite pour la paix.



Pour l'heure, si la rencontre de Washington a consolidé le soutien européen à l'Ukraine, de profondes incertitudes subsistent quant aux garanties de sécurité à long terme, aux éventuelles concessions territoriales, mais surtout, sur les intentions de Vladimir Poutine, une inquiétude renforcée par son retour diplomatique permis par Donald Trump.

## LE SALVADOR : VERS UNE DÉRIVE AUTORITAIRE

Clara BAILLY

### CONTEXTE POLITIQUE DU PAYS

Depuis la fin de la guerre civile en 1992, le Salvador a connu une alternance politique entre deux partis : à droite, l'ARENA, formation libérale-conservatrice, et à gauche, le Front Farabundo Martí de Libération nationale (FMLN). L'ARENA a dominé la scène politique jusqu'en 2009, avant de laisser place au FMLN. L'élection de Nayib Bukele en 2019 marque une rupture avec cette bipolarité, puisqu'il n'appartient à aucun de ces deux partis. Ancien membre du FMLN, dont il a été exclu en 2017, il fonde ensuite le parti Nuevas Ideas. Toutefois, n'étant pas encore reconnu comme parti officiel, il se présente sous l'étiquette du GANA (Grande Alliance pour l'unité nationale). Ancien maire de San Salvador, Bukele fait aujourd'hui polémique par sa gestion de la sécurité dans le pays.

### UN PAYS MARQUÉ PAR LA VIOLENCE

Il est important de noter que le pays est gangrené par des problèmes sécuritaires depuis plusieurs années. Le Salvador a été reconnu comme l'un des pays les plus violents au monde en temps de paix, avec des taux d'homicides records. Ce sont les gangs, notamment les « *maras* » et plus particulièrement la Salvatrucha (MS13), qui sèment la terreur dans le pays. Nayib Bukele, depuis son arrivée au pouvoir, a mis un point d'honneur à mettre fin à ces problèmes de violence. Il a donc mis en place une politique sécuritaire en rupture avec les mandats précédents. Elle s'inscrit dans un « *plan de contrôle territorial* » afin de retrouver la souveraineté nationale qui avait disparu sous le contrôle des gangs, et qui empêchait les anciens dirigeants de mettre en place des quelconques quelconques .

Le président souhaite également s'attaquer aux problèmes de sécurité à leur source, en mettant en place une politique sociale axée sur l'éducation, et aspire à ce que les citoyens retrouvent un espace public qui avait disparu.

Les résultats présentent donc tout de même une défaite de leur protestation silencieuse contre la réélection de Monsieur Maduro en juillet 2024. Madame Machado a une nouvelle fois demandé à l'armée d'intervenir en déclarant : « *Le pays exige (des militaires) qu'ils remplissent leur devoir constitutionnel et soient garants de la souveraineté populaire, c'est le moment d'agir* ». Un souhait qui ne risque pas d'être réalisé puisque les forces de l'ordre ont juré fidélité au pouvoir en place.



## UN ÉTAT D'EXCEPTION ABUSIVEMENT PROLONGÉ

La mise en place d'un état d'urgence constitue une rupture dans la politique de Bukele. Le « régime d'exception » a été instauré le 27 mars 2022 après un week-end sanglant au cours duquel 87 assassinats ont été commis par les gangs auxquels le président a déclaré la guerre. Ce dernier est toujours en vigueur trois ans plus tard. Justifié par la lutte contre les gangs, il permet d'incarcérer des individus sans ordre judiciaire. Cela a drastiquement réduit les taux de violence au sein du pays. Les résultats sont flagrants : le taux d'homicides pour 100 000 habitants en 2024 a été ramené à 1,89, ce qui ferait du Salvador le pays le moins violent d'Amérique latine. Cependant, ces politiques posent de grands problèmes liés aux violations des droits de l'homme, puisque parmi plus de 80 000 personnes arrêtées, une grande partie d'entre elles sont incarcérées injustement, parfois pour un simple tatouage dont l'apparence évoque un gang, le tout, sans réelle preuve d'appartenance à ce groupe criminel. Ajoutons à cela les conditions d'incarcération dans les prisons gigantesques construites par le président, qui méprisent les libertés fondamentales.



## UNE RÉFORME CONSTITUTIONNELLE QUI FAIT DÉBAT

Le 31 juillet, le Parlement du Salvador a adopté une réforme constitutionnelle permettant au président en place de se représenter indéfiniment. Nayib Bukele pourra donc renouveler son mandat autant de fois qu'il le souhaite. Le Parlement étant largement dominé par des partisans du pouvoir en place, la réforme a été adoptée par 57 députés pro-Bukele et seuls trois élus de l'opposition ont voté contre. Il est important de noter que ce vote entraîne également l'abolition du second tour au scrutin et allonge le mandat présidentiel de cinq à six ans. « Aujourd'hui, la démocratie est morte au Salvador (...). Ils ont tombé les masques », a déploré la députée de l'opposition, Marcela Villatoro. Juanita Goebertus, directrice de Human Rights Watch (HRW) a déclaré sur le réseau social X : « Le parti de Bukele promeut une réforme constitutionnelle expresse afin de permettre la réélection présidentielle indéfinie. Ils suivent la même voie que le Venezuela. Cela commence par un leader qui utilise sa popularité pour concentrer le pouvoir, et cela se termine par une dictature ». Le président salvadorien avait de son côté déclaré lors du premier anniversaire de sa réélection : « Je me fiche d'être taxé de dictateur. Je préfère être traité de dictateur que de voir des Salvadoriens se faire tuer dans les rues ».

Les médias sont également muselés par le gouvernement du Salvador. Plus de 40 journalistes salvadoriens se sont exilés ces derniers mois, selon l'Association des journalistes du Salvador, parmi lesquels des membres du journal en ligne *El Faro*, qui avait dénoncé l'existence d'un pacte entre Nayib Bukele et les gangs, avant que le président ne leur déclare la guerre en 2022. Le média avait obtenu un entretien avec Carlos Cartagena, l'un des chefs du gang *Barrio 18 Revolucionarios* qui dominait de nombreux quartiers de San Salvador. Ce dernier a révélé qu'un pacte entre le dirigeant actuel et les trois plus importants gangs du pays aurait été conclu en 2014 pour le porter au pouvoir. Le président a toujours nié ces accusations et son ancienne position de maire de la capitale pourrait justifier des discussions avec les *pandilleros* (membres de gang).

## **Nayib Bukele : un homme politique controversé**

La une du *Time* en septembre 2024 titrait : « *L'homme fort, comment Nayib Bukele est devenu le président autoritaire le plus populaire au monde.* » La lutte efficace qu'il mène contre les gangs a certes redoré l'image du président, mais à quel prix? Le non-respect des droits humains qu'a entraîné les mesures mises en place ne doit pas être oublié. Les réformes constitutionnelles abusives et le maintien de l'état d'exception guident le Salvador vers un gouvernement autoritaire. L'homme politique est aussi devenu un partenaire-clé de son homologue américain, Donald Trump, dans sa politique de lutte contre l'immigration illégale.

Afin de renouer avec des mesures plus démocratiques, il est nécessaire que le président salvadorien mette fin à l'état d'urgence et à ses mesures disproportionnées. Les citoyens et la communauté internationale ont besoin de plus de transparence. Ana Piquer, directrice du programme Amériques à Amnesty International déclare au sujet du dirigeant : « *Le fait de nier, minimiser et dissimuler les graves violations des droits humains signalées révèlent son manque de volonté d'honorer l'obligation de respecter et de promouvoir les droits humains dans le pays.* » Elle ajoute que la « *population [ne devrait pas avoir à choisir] entre la sécurité et la liberté* ».

## URUGUAY : LE SCANDALE DES VACHES FANTÔMES QUI A RUINÉ DES MILLIERS D'INVESTISSEURS

Naomi LORENDEAU

L'affaire des « vaches fantômes » met en lumière un scandale financier de grande ampleur qui a éclaté ces derniers mois, en Uruguay. Sur le même fond d'escroquerie que l'affaire Madoff aux États-Unis (2008), des entreprises comme Conexión Ganadera ont orchestré un système de Ponzi rondement bien mené, entraînant une crise de confiance au niveau national et mondial.

### LE MÉCANISME DE L'ARNAQUE

Si l'Uruguay séduit de nombreux investisseurs agricoles grâce à sa stabilité politique et économique, sa faible corruption et sa protection rigoureuse des droits de propriété, une escroquerie à plusieurs centaines de millions de dollars lui fait perdre en crédibilité. Entre 2010 et 2023, l'entreprise Conexión Ganadera parmi d'autres attire des milliers d'investisseurs, avec sa promesse de rendements de 7 à 10% par an. Les animaux devaient être élevés dans des fermes partenaires, et un système de traçabilité en ligne exemplaire permettait de suivre les vaches. Sandra Palleiro, devenue le visage de l'un des plus grands scandales financiers du pays, affirme ainsi qu'elle pouvait suivre son bétail « *via un portail en ligne soutenu par l'État* ». En réalité, seulement environ 75 000 bovins étaient réels sur les 804 604 prétendument enregistrés. L'affaire s'ébruite en novembre dernier, lorsque le copropriétaire de Conexión Ganadera, Gustavo Basso, se suicide et laisse derrière lui un déficit de 250 millions de dollars. Le système fonctionnait comme une pyramide de Ponzi, c'est-à-dire que les rendements versés aux anciens investisseurs provenaient des fonds des nouveaux entrants.

### UNE ONDE DE CHOC JUSQU'EN CHINE

La culture de l'élevage est profondément enracinée dans ce pays d'Amérique du Sud, où l'on compte près de 12 millions de têtes de bétail pour seulement 3,5 millions d'habitants. De nombreux investisseurs, qui imaginaient un système sûr du fait du soutien de l'État et d'un système transparent, ont en définitive perdu toutes leurs économies, et parfois même leur retraite. Le scandale a ébranlé la confiance dans le secteur agro-alimentaire de toute la région et des pays voisins comme l'Argentine et le Brésil, qui ont vu leurs propres programmes remis en question. À l'international, l'image de l'Uruguay, souvent saluée pour sa transparence et sa rigueur, a été ternie. Les marchés importateurs de viande comme l'Union européenne et la Chine alimentent les débats autour de la sécurité alimentaire et de la transparence des chaînes d'approvisionnement. L'affaire pourrait ainsi avoir des répercussions commerciales et diplomatiques.



L'Uruguay est l'un des plus grands exportateurs de boeufs au monde, et le scandale des vaches fantômes altère inexorablement la réputation du pays en termes de traçabilité et de qualité du bétail. À long terme, cela aura sans nul doute des conséquences économiques difficiles à compenser, puisque le soja, les légumes ou encore le bois pèsent bien moins que la viande bovine.

## LE CAUCASE, THÉÂTRE DE LA PERTE D'INFLUENCE RUSSE SUR SON « ÉTRANGER PROCHE »

Robinson CHABOT-AGNESINA

« Retrouver l'Empire et la puissance soviétique ». Thèse occidentale erronée ou réelle ambition poutinienne ? Les deux camps s'opposent mais les faits concordent. Aussi éloquentes soient-ils, il est évident que les pays de l'ex-URSS sont la cible prioritaire de Moscou, qui souhaite au moins maintenir, au mieux rétablir son influence sur ses voisins. De l'Europe de l'Est, au Caucase jusqu'à l'Asie centrale, aucun pays n'est épargné. Entre machine diplomatique et système de propagande, l'ombre du grand frère soviétique plane. Pour Poutine, la Russie doit être une puissance influente, et cela passe par son omniprésence sur le territoire eurasiatique. Or, le conflit avec l'Ukraine a focalisé l'attention et les moyens du Kremlin au détriment d'autres régions. Région stratégique à la croisée des chemins asiatiques, européens et moyen-orientaux, le Caucase glisse peu à peu en dehors du joug russe.

### LE CAS AZERBAÏDJAN-ARMÉNIE, UN CAMOUFLET RUSSE POUR UN SUCCÈS AMÉRICAIN

L'été 2025 a achevé la perte d'influence russe dans la région. La déclaration de paix et l'accord signés entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan le 8 août dernier à Washington sous l'égide du président américain en est la cause. Cet accord marque d'une part la perte du contrôle russe et iranien sur le Sud du Caucase, et signe d'autre part l'influence croissante des Etats-Unis dans la région. « Aucun conflit frontalier dans l'ancien espace soviétique ne se règle sans l'accord du Kremlin. C'était vrai il y a vingt ans, mais plus maintenant ». Cela incarne ainsi un double revers pour la Russie qui laisse son rival occidental avoir la mainmise sur le corridor de Zanguézour : axe géostratégique majeur, que Bakou réclame avec insistance depuis quatre ans, qui doit relier l'Azerbaïdjan à son exclave du Nakhitchevan, en traversant le Sud de l'Arménie. Désormais, ce corridor, narcissiquement renommé « *Trump Road for International Peace and Prosperity (TRIPP)* », devrait être placé sous gestion d'un consortium américain pour une durée de cent ans. Il permettrait de connecter le Caucase et l'Asie centrale à l'Europe sans passer par la Russie ou l'Iran. Ce succès américain s'inscrit dans la continuité de la détérioration des liens russo-arméniens et russo-azerbaïdjanais au fil des dernières années. La Russie paie le prix de son échec de la gestion du conflit au Haut-Karabakh et de son isolement diplomatique. Un événement sans précédent dans l'espace post-soviétique.



## UN REVERS À RELATIVISER MAIS À NE PAS ISOLER

Bien que cet accord marque un véritable coup d'arrêt, Moscou conserve de nombreux leviers de pression dans la région. L'Arménie reste fortement dépendante des industries énergétique et agro-alimentaire russes, les entreprises russes conservent de grandes parts sur les gisements de la mer Caspienne, tandis que le gouvernement géorgien demeure un allié précieux dans la région.

Ce revers n'est cependant pas un événement isolé. La guerre d'usure menée en Ukraine avec en filigrane une économie qui flanche et une diplomatie qui tombe en désuétude, met la Russie dans une position de faiblesse et d'impuissance avec l'ensemble de ses partenaires et alliés traditionnels. L'abandon du Haut-Karabakh et du devoir de protéger l'Arménie en 2023, l'incapacité à soutenir son fidèle allié Bachar el-Assad lors de sa chute en 2024, et le silence face aux récentes frappes américaines sur les installations nucléaires iraniennes illustrent, parmi d'autres exemples, l'affaiblissement géopolitique de la Russie. Les lots de consolation sont peu nombreux et les déclarations ne suffisent sans doute plus à relever la tête de l'eau. Moscou semble peu à peu se noyer dans un conflit et un isolement sans fin.

## UEFA FÉMININ 2025 QUAND LE FOOT DEVIENT POLITIQUE

Nina LAFON

Cet été, la Suisse a accueilli la quatorzième édition de l'Euro féminin de l'UEFA. Pendant près d'un mois, les sélections nationales européennes se sont affrontées. Grandes gagnantes du tournoi, les Lionesses d'Angleterre conservent leur titre. Cet événement sportif majeur de l'été rappelle l'importance du sport, et plus particulièrement du football, dans les relations internationales.

### LE FOOTBALL COMME RÉCUPÉRATION POLITIQUE ?

Le football, du fait de la simplicité de ses règles et de son caractère populaire, provoque un engouement mondial à partir de 19<sup>e</sup> siècle. Pouvant être considéré comme un sport fédérateur, il a su convaincre les peuples du monde entier. Parfois vecteur de récupération politique, le football a été de nombreuses fois catalyseur de tensions pouvant aller jusqu'aux conflits armés. Ici, il est fait référence à la « guerre du football » ou plus communément appelé la « guerre de cent heures », un conflit qui opposa le Salvador et le Honduras en 1969 du fait de problèmes sociaux et économiques.

Bref mais violent (on dénombre à peu près 3000 morts), ce conflit est l'incarnation de la notion de « géopolitique du sport » au sens de Pascal Boniface. D'un autre côté, le football a aussi symbolisé une diversité unie, notamment lors de la Coupe du monde de 1998, remportée par la France. L'expression « Black-Blanc-Beur » apparaît alors pour désigner une équipe composée de profils variés. Reprise comme slogan par certains responsables politiques pour illustrer l'idée d'une immigration réussie, cette formule, au libellé ambigu, a néanmoins conservé une connotation positive dans le vocabulaire journalistique.

De plus, la Coupe du monde 2022 au Qatar a ravivé avec force la notion de « sport politique ». Une enquête menée au Parlement européen a notamment montré comment le Qatar avait utilisé cet événement d'envergure mondiale à des fins économiques et politiques. Certains pays, dont le Qatar, ont bien compris le rôle du sport dans le façonnement d'une géopolitique moderne. L'organisation de cette Coupe du monde a ainsi été perçue comme un succès majeur de la diplomatie sportive, malgré les controverses liées à la corruption. Stade ultime de la mondialisation, le football demeure un vecteur de rayonnement international.

### 4% : LA PART DE LA COUVERTURE MÉDIATIQUE DÉDIÉE AU SPORT FÉMININ

L'UEFA féminin de 2025 met une nouvelle fois en lumière les inégalités salariales persistantes dans le monde du sport. Ces écarts, bien qu'expliqués en partie, restent frappants. Si une joueuse professionnelle gagne moins qu'un joueur, c'est avant tout parce que le football féminin génère moins de revenus : moins de visibilité entraîne moins de sponsors, alimentant ainsi un cercle vicieux. Selon l'UNESCO, seulement 0,4 % du sponsoring mondial est consacré au sport féminin. Ce chiffre dérisoire s'explique notamment par le retard avec lequel le football féminin a été reconnu comme discipline à part entière par la FIFA.

Face à cette situation, certaines figures emblématiques refusent de rester silencieuses. Megan Rapinoe, par exemple, est devenue une voix majeure dans la lutte contre ces écarts salariaux. En France, l'ampleur de la disparité est particulièrement frappante : quand Kylian Mbappé perçoit environ 6 millions d'euros par mois, Marie-Antoinette Katoto n'en gagne qu'environ 50 000. Un fossé immense, qui ne semble pas près de se résorber.

La compétition européenne de football féminin qui s'est déroulée cet été permet par conséquent de montrer en quoi le football est le miroir d'une société où les inégalités salariales ne restent pas cantonnées au monde de l'entreprise, avec, mais se matérialisent également sur le terrain. Ce tournoi dominé par l'Angleterre, rappelle toutefois que le football féminin ne cesse de gagner en visibilité, même si les inégalités de traitement avec leurs homologues masculins demeurent criantes.

## L'EUROPE VIT UN MOMENT DE BASCULE

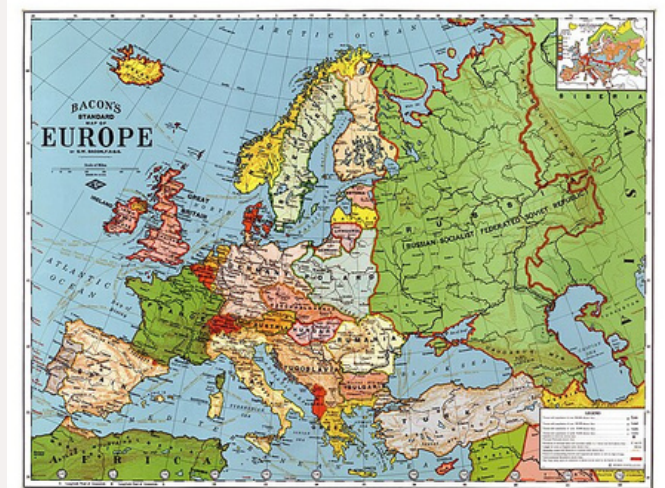
Théo GALDEANO

### LE SIÈCLE DE L'HUMILIATION POUR L'EUROPE ?

Si les Européens ont affiché un front uni à Washington pour défendre les intérêts de l'Ukraine dans ce jeu de dupe que sont « les négociations de paix », leurs difficultés à faire converger leur ligne politique pourrait bien mener à leur déclin. Dans un monde où la conflictualité devient la norme, l'Europe peine à devenir une puissance forte et dont la ligne directrice ne varie pas.

### UN FRONT UNI À WASHINGTON... POUR QUEL RÉSULTAT ?

Le lundi 18 août dernier, Emmanuel Macron, Friedrich Merz, Keir Starmer, Giorgia Meloni, et Alexander Stubb, président finlandais dont la présence a une symbolique chargée d'histoire, se sont rendus à Washington aux côtés du président Ukrainien. Bien que leur objectif était d'obtenir des garanties de sécurité américaines en faveur de l'Ukraine dans l'éventualité d'un accord de paix avec la Russie, les Européens n'ont récolté que de vagues déclarations du président américain, dont la sincérité demeure incertaine. Celui-ci évoquait « beaucoup d'aide en matière de sécurité » et affirmait même « nous allons les aider et nous allons rendre tout cela très sûr ».



Mais le tapis rouge déroulé - au sens propre comme au sens figuré - au président Poutine quelques jours plus tôt en Alaska, en dit long sur le souci du républicain quant à l'intégrité territoriale de l'Ukraine. Ayant exclu une entrée de celle-ci dans l'OTAN avant même d'obtenir une concession de la part de Poutine, Donald Trump prouve que le sort de l'Ukraine lui importe moins que ses prétentions au Prix Nobel de la paix. Néanmoins, l'unité européenne affichée à Washington peut se targuer d'une convergence du souci de sécurité sur le Vieux Continent.

### L'UE PLIE À PROPOS DES DROITS DE DOUANE

Quelque temps plus tôt encore, Ursula Von der Leyen a sacrifié les intérêts économiques des pays européens sur l'autel de l'atlantisme. Sans doute par souci de ne pas aggraver la facture liée aux droits de douane, mais aussi de prolonger la durée de vie du parapluie américain sur le continent européen, la présidente de la Commission a passé un « deal » avec Donald Trump, selon ses mots.

Dimanche 27 juillet à Turnberry, la présidente de la Commission Européenne et le président américain sont parvenus à un accord prévoyant que les produits européens exportés vers les États-Unis soient taxés à 15%. Bien que ce deal mette un terme à une dangereuse escalade commerciale dont le résultat protectionniste aurait desservi les deux économies, l'Union Européenne (UE) a cédé aux caprices de Donald Trump et a jeté par-dessus bord ses volontés d'Europe Puissance. Mais l'addition ne s'arrête pas là, l'UE s'étant engagée à acheter des ressources énergétiques pour un montant de 750 milliards de dollars afin de remplacer le gaz russe, ainsi que 600 milliards de dollars supplémentaires d'investissement aux États-Unis. Un accord pour le moins inégal, qui incarne la frilosité de l'Europe sur la scène internationale, malgré les dénonciations de « *soumission* » et de « *jour sombre* » de l'ancien Premier ministre François Bayrou.

## UNE TRAJECTOIRE QUI S'ÉLOIGNE DU RAPPORT DRAGHI

Alors que les règles multilatérales du commerce mondial se fragilisent, que l'énergie à bas coût en provenance de gazoducs russes n'est plus d'actualité et que la fin des « *dividendes de la paix* » semble forcer les Européens à ne plus séparer politiques économiques et politiques de sécurité, l'Europe doit repenser son mode de croissance. Dans un tel contexte, les États de l'Union doivent surmonter leurs divergences et accélérer l'innovation. Cela suppose de trouver de nouveaux moteurs de croissance, de réduire le coût de l'énergie tout en poursuivant sa décarbonation, mais surtout d'adopter une véritable géopolitique de conflictualité, où les dépendances devenues vulnérabilités sont combattues, et où la sécurité ne peut plus être déléguée aux Américains.

Comme évoqué ci-dessus, il semblerait que la présidente de la Commission Européenne en ait décidé autrement, à l'instar de l'accord largement déséquilibré avec les États-Unis passé malgré les contestations de la France. Ces quelques 1300 milliards de dollars prévus dans l'accord auraient pu être investis au profit de l'Union dans l'esprit du rapport Draghi, mais il n'en est rien. La couardise des Européens liée à la dépendance sécuritaire vis-à-vis des Américains freine l'affirmation d'une Europe Puissance.

## DE LA « DIPLOMATIE D'INFLUENCE » À LA GÉOPOLITIQUE DE CONFRONTATION

La « *diplomatie d'influence* », autrefois force majeure de l'UE, consistant en une capacité à convaincre en utilisant des réseaux, semble s'effriter, à l'image des négociations autour de l'Ukraine, qui ont lieu sans les Européens. La mondialisation est en net recul, notamment en raison de l'augmentation unilatérale des droits de douane décidée par le Président américain. Ces deux constats dressés, si l'Union européenne souhaite retrouver, ou conserver pour les plus optimistes, sa place sur la scène internationale (représentant aujourd'hui 17% du PIB mondial), celle-ci devra radicalement changer de méthode en adoptant une véritable géopolitique de confrontation.

## QUÊTE D'AUTONOMIE STRATÉGIQUE

« *La défense ! C'est la première raison d'être de l'État. Il n'y saurait manquer sans se détruire lui-même.* » Tels étaient les mots du général de Gaulle lors du discours de Bayeux du 14 juin 1952. Très tôt, il avait compris que la dépendance à la tutelle américaine freinerait la liberté d'action de la France sur le plan international, raison pour laquelle l'obtention de la bombe nucléaire était l'une de ses priorités. Ce schéma se répète à l'échelle européenne, mais cette fois, il est peu probable que le sujet (les pays de l'Union) se dotent de l'arme nucléaire pour assurer leur « *autonomie stratégique* » chère au Général. Ainsi, toutes les interactions avec les Américains sont conditionnées par la dépendance à leur égard en matière de défense. Le recours aux F-35 américains par une majorité d'États européens en matière d'aéronautique matérialise cette dépendance.

L'accord sur les droits de douane serait-il aussi déséquilibré si l'Europe était pleinement autonome en matière de défense ? Les 1300 milliards auraient-ils pu être utilisés ailleurs ? Il est certain que les négociations auraient été plus aisées sans l'épée de Damoclès du retrait américain, qui flotte au-dessus de l'Europe.

## LE SURSAUT STRATÉGIQUE PRÊT À ÊTRE OPÉRÉ... OU PRESQUE

Bien qu'à ses frais, la France a largement ouvert la porte à un élargissement de sa dissuasion nucléaire au profit des États européens pour supplanter les États-Unis. La réaction du chancelier allemand Friedrich Merz ne s'est pas fait attendre, indiquant qu'il était ouvert aux discussions. Hélas, outre-Rhin la frilosité est réapparue aussi vite qu'elle s'était éclipisée, le chancelier allemand complétant ses déclarations en rappelant toutefois que de telles discussions se feraient en vue de « *compléter le parapluie nucléaire américain, que nous souhaitons bien sûr maintenir* ». Ainsi, il semblerait que le lien transatlantique soit plus important que l'intérêt des peuples du Vieux Continent pour certains dirigeants européens.

## INDE-CHINE : REPRISE DU DIALOGUE MALGRÉ DES DIFFÉRENDS PERSISTANTS

Louna BOBINSKI

### ACTUALITÉ

Les relations entre l'Inde et la Chine semblent avoir évoluées dans le bon sens après plusieurs années de tensions, alors que le différend territorial entre les deux voisins n'est toujours pas résolu. Lors du sommet de l'Organisation de coopération de Shanghai (OCS), qui s'est tenu les 31 août et 1er septembre 2025, le Premier ministre indien Narendra Modi et le président chinois Xi Jinping se sont rencontrés pour la deuxième fois en moins d'un an. « *Nous sommes déterminés à faire progresser nos relations sur la base de la confiance mutuelle, du respect et de la sensibilité* », a déclaré le leader hindou à l'issue de cette rencontre, une première sur le sol chinois depuis 2018.

### CONTEXTE

Les tensions sino-indiennes sont profondément enracinées, notamment depuis les affrontements meurtriers de Galwan en 2020. Les deux puissances se livrent une compétition stratégique sur plusieurs fronts :

- A la frontière himalayenne : le *statu quo* n'est pas rétabli, les troupes chinoises sont toujours présentes sur certaines zones disputées.
- Au Pakistan : Pékin renforce son soutien militaire et financier à Islamabad, accentuant la méfiance de New Delhi.
- Concernant les ressources hydriques : les projets chinois au Tibet inquiètent l'Inde, qui craint une pression sur ses réserves d'eau.
- Dans l'Océan Indien : l'expansion navale chinoise alimente la crainte d'un encerclement stratégique.

Parallèlement, l'Inde reste économiquement dépendante de la Chine, notamment pour les importations industrielles et technologiques, malgré son programme « *Make in India* ». À cette complexité s'ajoute le rôle des États-Unis, traditionnel partenaire stratégique de New Delhi, dont le revirement récent avec l'imposition de droits de douane de 50 % et le rapprochement avec le Pakistan, fragilisent encore la position indienne. Les droits de douane américains ont jeté l'Inde « *dans les bras de la Chine* ». Selon l'IFRI, « *la Chine n'a pas tardé à tirer parti de l'affaiblissement du lien indo-américain, qu'elle a exploité avec habileté* ».

### L'ORGANISATION DE COOPÉRATION DE SHANGHAI (OCS)

Lors du sommet de l'OCS, plusieurs annonces ont marqué une volonté d'apaisement :

- La reprise des vols directs entre les deux pays ;
- L'assouplissement des visas pour les échanges économiques et universitaires ;
- L'accord sur la gestion de la frontière et la réouverture partielle du commerce transfrontalier.

Cependant, ces gestes s'accompagnent aussi de renoncements indiens. En effet, New Delhi a tempéré ses critiques publiques envers Pékin et a accepté d'entrer dans une logique de cohabitation contrainte plutôt que d'affrontement.

L'OCS est une organisation régionale fondée en 2001, regroupant la Chine, la Russie, l'Inde, le Pakistan et plusieurs pays d'Asie centrale. Son objectif initial portait sur la coopération sécuritaire,

mais son rôle s'est élargi à la coordination économique, énergétique et diplomatique. Pour la Chine, c'est un outil de consolidation de son influence régionale. Pour l'Inde, y participer permet de ne pas être marginalisé dans les grands équilibres eurasiatiques, malgré les tensions bilatérales avec la Chine et le Pakistan.



## RECRUESCENCE DU CONFLIT OPPOSANT LA THAÏLANDE ET LE CAMBODGE *Sarah GRUAND*

Dans la semaine du 24 juillet 2025, les armées thaïlandaises et cambodgiennes se sont affrontées alors que la discorde entre les deux Etats atteignait son point culminant.

### UNE AGGRAVATION INÉVITABLE ?

Les tensions entre les deux pays ont commencé à s'intensifier dès mai 2025. Après une escarmouche à la frontière, des mouvements de troupes et d'armements se sont ensuivis, présageant un risque d'escalade de la violence. Sur le plan politique, les relations des deux pays se sont gravement détériorées après la révélation d'un appel téléphonique concernant la présidente thaïlandaise et l'établissement de sanctions commerciales punitives.

Si la situation aurait pu en rester là, plusieurs incidents ont toutefois contribué à empirer la querelle. Mi-juillet, des mines cambodgiennes ont été découvertes et plusieurs soldats thaïlandais ont été blessés dans les explosions. La Thaïlande a de ce fait rappelé son ambassadeur et expulsé l'ambassadeur cambodgien.



### UN AFFRONTEMENT BREF SANS RÉOLUTION DURABLE DU CONFLIT

Le 24 juillet, les hostilités ont été lancées dans les zones frontalières contestées. Les cibles civiles n'ont pas été épargnées. L'évacuation concernait environ 300 000 personnes. Le 25 juillet, la loi martiale est déclarée dans les provinces thaïlandaises à risque. En parallèle, le Conseil de sécurité de l'Organisation des Nations Unies a tenu une réunion d'urgence pour discuter de la situation.

Le 29 juillet, un premier cessez-le-feu a été proposé, mais il n'a pas été respecté bien que l'intensité des combats ait bien diminué. Si le bilan côté cambodgien demeure incertain, la Thaïlande a déclaré des dizaines de morts. Malgré l'essoufflement des combats, les tensions sont restées fortes et chaque Etat a accusé l'autre d'être responsable de cette escalade de la violence et de ne pas respecter le droit international.

Le 7 août, un nouvel accord de cessez-le-feu a été conclu avec la médiation de la Malaisie et de l'Association des nations d'Asie du Sud-Est (ASEAN).

Si le conflit s'est apaisé, il a toutefois entraîné certaines conséquences. Un grand nombre de civils cambodgiens ont quitté la Thaïlande où ils ne sont désormais plus les bienvenus. Quant aux relations entre les deux États, elles restent fortement dégradées. Les incidents impliquant des soldats blessés par des mines persistent et entretiennent cet état de fait.

## PAIX INTERNATIONALE, GUERRE INTÉRIEURE : LES DÉFIS DU LIBAN

Jade CAYZAC

Ce mois-ci, et pour la dernière fois, le mandat de la Finul au Liban s'est vu prolongé par le Conseil de Sécurité de l'ONU. En parallèle, le gouvernement libanais lance une initiative de désarmement du Hezbollah, décision inédite depuis les accords de Taëf de 1989, qui le laissait seul groupe armé encore actif. Ces mesures soulèvent de vives oppositions, perturbant un peu plus encore la stabilité du pays.

### UNE MISSION DE PAIX SOUS MANDAT INTERNATIONAL

Jeudi 28 août, le Conseil de sécurité de l'ONU a décidé de prolonger « pour une dernière fois » le mandat de la Force de maintien de la paix dans le sud du Liban (Finul). Adoptée à l'unanimité, cette résolution prévoit une extension de la présence internationale jusqu'à la fin de l'année 2026. Créée pour superviser le retrait des troupes israéliennes présentes en 1978 dans le sud du Liban, la Finul a renforcé son engagement au gré des tensions, notamment après la guerre de 2006 entre le Hezbollah et Israël, et répond aujourd'hui à l'appel des responsables libanais, surmenés par le nouveau conflit de 2024. Pour l'ONU, cette décision doit permettre au gouvernement libanais de devenir progressivement le garant de sa propre sécurité, tout en autorisant la Finul à mener des activités limitées, dans la perspective du retrait total de ses 10 800 militaires et civils d'ici au 31 décembre 2027. Des réserves sont émises, et certains craignent que ce départ ne rende impossible toute ambition de stabilité. L'ambassadeur algérien à l'ONU, M. Bendjama, rappelle que la Finul joue un rôle central dans la désescalade des tensions, notamment face à la présence des forces israéliennes dans le sud du Liban. Pour le gouvernement israélien, la FINUL a échoué et permis au Hezbollah de s'imposer comme une menace plus importante encore dans la région.

### UN ÉQUILIBRE INTERNE CHANCELANT

Le premier ministre libanais, Nawaf Salam salue une décision onusienne prise au moment où son gouvernement s'engage, en parallèle, à démilitariser le mouvement chiite, le Hezbollah. En effet, le gouvernement a annoncé préparer un plan d'action pour désarmer le parti milice avant la fin de l'année.

Le Hezbollah est la seule milice à avoir conservé ses armes après la conclusion des accords de Taëf en 1989, mettant fin à la guerre civile libanaise. Si elle a pu subsister en raison de son engagement contre l'occupation israélienne, la guerre ouverte avec Israël en 2024 l'a profondément affaibli. Malgré l'aboutissement à un cessez-le-feu en novembre 2024, les frappes régulières menées par Israël dans le sud du Liban rendent confuse l'application de ses termes. Le secrétaire général du Hezbollah, Naïm Qassem, met le gouvernement libanais en garde, le parti ne rendra pas les armes dans ces conditions et ne capitulera pas. Le désarmement de son mouvement entraînerait le pays dans une « guerre civile et des conflits internes », une mise en garde reçue par le premier ministre libanais comme une menace et avertit sur X : « Méfiez-vous des actions irresponsables qui encouragent la sédition ! ».

## LE BRAS DE FER POUR LA SOUVERAINETÉ

Pour Naïm Qassem, le gouvernement libanais « *livre le pays à un tyran israélien insatiable ou à un tyran américain cupide* ». Selon lui, désarmer le Hezbollah reviendrait à priver le Liban de sa capacité de résistance face aux forces israéliennes, ce qui saperait la souveraineté du pays, laissant la place aux ingérences internationales. Il faut dire que cette décision du gouvernement libanais a sans doute été conditionnée par les injonctions américaines et les échanges avec l'émissaire Tom Barrack, envoyé à Beyrouth. Le diplomate a notamment averti le Liban qu'il serait « *laissé de côté* » s'il ne suivait pas la nouvelle tendance au Moyen-Orient d'ouvrir le dialogue avec Israël, suivant l'exemple de la Syrie. Le prolongement du mandat de la Finul par l'ONU est concomitant car conditionnel avec la démilitarisation du Hezbollah. Le parti milice, lui-même fondé et soutenu par l'Iran, voit en cette décision un projet « *américano-israélien* » et une intrusion étrangère dans les affaires internes du Liban.

« *Nos décisions sont purement libanaises, prises par notre conseil des ministres, et personne ne nous les dicte* », a martelé Nawaf Salam. Les allégations du Hezbollah seraient erronées et entretiendraient un climat de tensions internes, bien que l'influence du parti ait nettement diminué depuis la guerre contre Israël. En parallèle, la prolongation du mandat de la Finul, auquel s'ajoute le projet de désarmer le parti traduisent la volonté de l'État de se réapproprier le rôle de garant de la sécurité libanaise. Toutefois, entre les ingérences étrangères et les menaces de guerre civile, l'avenir du Liban reste incertain, rendant sa stabilité politique et son indépendance diplomatique perpétuellement mises à rude épreuve.

# SOURCES ARTICLES

## [AFRIQUE] SÉNÉGAL: UNE PRESSE SOUS PRESSIOB ENTRE RÉFORMES PROMISES ET RÉALITÉS PERSISTANTES

« Sénégal : Les associations de presse alertent face au risque de disparition de nouveaux journaux ». RFI Afrique, 8 août 2024, <https://www.rfi.fr/fr/afrique/20240808-s%C3%A9n%C3%A9gal-les-associations-de-presse-alertent-face-au-risque-de-disparition-de-nouveaux-journaux>. Consulté le 15 juillet 2025.

« Sénégal : La presse dénonce une atteinte à la liberté d'expression ». Africanews, 30 avr. 2025, <https://fr.africanews.com/2025/04/30/senegal-la-presse-denonce-une-atteinte-a-la-liberte-dexpression//>. Consulté le 15 juillet 2025.

« Presse sénégalaise en danger : la liberté d'expression étouffée par la pression fiscale ». La Cinquième, août 2024, <https://www.lacinquieme.tg/senegal-presse-senegalaise-en-danger-la-liberte-dexpression-etouffee-par-la-pression-fiscale/>. Consulté le 15 juillet 2025.

« Au Sénégal, une journée sans presse très suivie pour alerter sur les difficultés des médias ». Le Monde Afrique, 13 août 2024, [https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/08/13/au-senegal-une-journee-sans-presse-tres-suivie-pour-alerter-sur-les-difficultes-des-medias\\_6279415\\_3212.html](https://www.lemonde.fr/afrique/article/2024/08/13/au-senegal-une-journee-sans-presse-tres-suivie-pour-alerter-sur-les-difficultes-des-medias_6279415_3212.html). Consulté le 15 juillet 2025.

## [AMÉRIQUE DU NORD] L'ALASKA, MIROIR D'UN ÉCHEC POUR TRUMP ET D'UNE VICTOIRE SYMBOLIQUE POUR POUTINE

« Guerre en Ukraine : Donald Trump échoue à arracher un cessez-le-feu à Vladimir Poutine ». Le Monde, 16 août 2025, [https://www.lemonde.fr/international/article/2025/08/16/guerre-en-ukraine-donald-trump-echoue-a-arracher-un-cessez-le-feu-a-vladimir-poutine-en-alaska\\_6630196\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2025/08/16/guerre-en-ukraine-donald-trump-echoue-a-arracher-un-cessez-le-feu-a-vladimir-poutine-en-alaska_6630196_3210.html).

« Guerre en Ukraine : Emmanuel Macron et le chancelier allemand, Friedrich Merz, ont appelé à un cessez-le-feu depuis la Maison Blanche ». Franceinfo, 18 août 2025, [https://www.franceinfo.fr/monde/europe/manifestations-en-ukraine/guerre-en-ukraine-emmanuel-macron-et-le-chancelier-allemand-friedrich-merz-ont-appelle-a-un-cessez-le-feu-depuis-la-maison-blanche\\_7442023.html](https://www.franceinfo.fr/monde/europe/manifestations-en-ukraine/guerre-en-ukraine-emmanuel-macron-et-le-chancelier-allemand-friedrich-merz-ont-appelle-a-un-cessez-le-feu-depuis-la-maison-blanche_7442023.html).

« Guerre en Ukraine : à Washington, une rencontre indispensable mais peu fructueuse ». Le Monde, 19 août 2025, [https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/08/19/guerre-en-ukraine-a-washington-une-rencontre-indispensable-mais-peu-fructueuse\\_6631909\\_3232.html](https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/08/19/guerre-en-ukraine-a-washington-une-rencontre-indispensable-mais-peu-fructueuse_6631909_3232.html).

LIBÉRATION, et AFP. « En plein sommet Trump-Poutine, la Russie a envoyé 85 drones sur l'Ukraine ». Libération, 16 août 2025, [https://www.liberation.fr/international/europe/en-plein-sommet-trump-poutine-la-russie-a-envoye-85-drones-sur-lukraine-20250816\\_ODHQVAMFINGFLF6T5CXFZEQOOY/](https://www.liberation.fr/international/europe/en-plein-sommet-trump-poutine-la-russie-a-envoye-85-drones-sur-lukraine-20250816_ODHQVAMFINGFLF6T5CXFZEQOOY/).

Malik, Matheo. « Sommet Trump-Poutine en Alaska : éléments géopolitiques ». Le Grand Continent, 15 août 2025, <https://legrandcontinent.eu/fr/2025/08/15/geopolitique-de-lalaska-elements-geographiques-du-sommet-trump-poutine/>.

« No deal : en Alaska, les limites de la méthode Trump sur l'Ukraine ». Le Parisien, 16 août 2025, <https://www.leparisien.fr/international/ukraine/no-deal-en-alaska-les-limites-de-la-methode-trump-sur-lukraine-16-08-2025-3K3ZXZW3B5EHDDYK76U3XBHOC4.php>.

« Plusieurs dirigeants européens accompagneront Zelensky à Washington pour sa rencontre avec Trump ». RFI, 17 août 2025, <https://www.rfi.fr/fr/europe/20250817-des-dirigeants-europ%C3%A9ens-accompagneront-zelensky-%C3%A0-washington-pour-sa-rencontre-avec-trump>.

« Récit. Sommet sur l'Ukraine en Alaska : le jour où Donald Trump a permis à Vladimir Poutine de sortir de son isolement diplomatique ». Franceinfo, 16 août 2025, <https://www.franceinfo.fr/monde/europe/manifestations-en-ukraine/recit-sommet-sur-l-ukraine-en-alaska-le-jour-ou-donald-trump-a-permis-a-vladimir-poutine-de-sortir-de-son-isolement-diplomatique-7438180.html>.

Rondel, Antoine. « “Révoltant”, “tapageur”, “pire que Munich en 1938” : le sommet Trump-Poutine vu par la presse internationale ». Libération, 16 août 2025, <https://www.liberation.fr/international/europe/revoltant-tapageur-pire-que-munich-en-1938-le-tour-de-la-presse-internationale-apres-le-sommet-trump-poutine-20250816-524DROQ3IBA73BTDF3XP6EKA/>.

Smith, David. « Love in a Cold Climate : Putin Romances Trump in Alaska with Talk of Rigged Elections and a Trip to Moscow ». The Guardian, 16 août 2025, <https://www.theguardian.com/us-news/2025/aug/16/love-in-a-cold-climate-putin-romances-trump-in-alaska-with-talk-of-rigged-elections-and-a-trip-to-moscow>.

« Sommet avec Poutine : Trump ne veut plus d'un cessez-le-feu en Ukraine, mais réclame désormais “un accord de paix” ». Le Parisien, 16 août 2025, <https://www.leparisien.fr/international/ukraine/sommet-avec-poutine-trump-ne-veut-plus-dun-cessez-le-feu-en-ukraine-mais-reclame-desormais-un-accord-de-paix-16-08-2025-FAHCKKZ35NFEL04LCKUWWCMK4A.php>.

« Ukraine visée par 85 drones russes en pleine rencontre Trump-Poutine ». Le Parisien, 16 août 2025, <https://www.leparisien.fr/international/ukraine/lukraine-visee-par-85-drones-russes-en-pleine-rencontre-trump-poutine-16-08-2025-H6AFGAB425FFNPECOG56OLKBW4.php>.

#### **[AMERIQUE LATINE] LE SALVADOR: VERS UNE DÉRIVE AUTORITAIRE**

AFP. « Au Salvador, une ONG anticorruption est forcée à l'exil par “l'escalade répressive” de Nayib Bukele ». Le Monde, 18 juillet 2025, <https://www.lemonde.fr/international/article/2025/07/18/au-salvador-une-ong-anticorruption-est-forcee-a-l-exil-par-l-escalade-repressive-de-bukele-6621891-3210.html>.

AFP. « Au Salvador, une réforme constitutionnelle permet à Nayib Bukele de briguer un nombre illimité de mandats présidentiels ». Le Monde, 1 août 2025, <https://www.lemonde.fr/international/article/2025/08/01/au-salvador-une-reforme-constitutionnelle-permet-a-nayib-bukele-de-briguer-un-nombre-illimite-de-mandats-presidentiels-6625903-3210.html>.

Amnesty International. « Salvador. Deux ans après que l'état d'urgence a été décrété, les violations des droits humains sont institutionnalisées ». Amnesty International, 27 mars 2024, <https://www.amnesty.org/fr/latest/news/2024/03/el-salvador-the-institutionalization-of-human-rights-violations-after-two-years-of-emergency-rule/>.

Biassette, G. « Salvador : les victimes du régime d'exception tentent de se faire entendre ». La Croix, 27 juillet 2025, <https://www.la-croix.com/international/salvador-les-victimes-du-regime-d-exception-tentent-de-se-faire-entendre-20250727>.

Bloj, Ramona. « Bukele vient-il de transformer définitivement le Salvador en une dictature ? » Le Grand Continent, 1 août 2025, <https://legrandcontinent.eu/fr/2025/08/01/bukele-vient-il-de-transformer-definitivement-le-salvador-en-une-dictature/>.

Collombon, Maya. « Maras, pandillas et autres outsiders. Pour une ethnographie des gangs latino-américains ». Cultures & Conflits, n°110-111, octobre 2018, p. 7-37. <https://doi.org/10.4000/conflits.20182>.

Galdamez, Edie. « 2024 Latin America Homicide Rate: Which Country Had the Lowest Rate? » El Salvador Info, 28 février 2025.

Jolibois, M. « La politique sécuritaire de Nayib Bukele au Salvador – Bilan et perspectives ». Les jeunes IHEDN, 11 janvier 2024, <https://www.jeunes-ihedn.org/2024/entretien-avec-kevin-parthenay-la-politique-securitaire-de-nayib-bukele-au-salvador-bilan-et-perspectives/>.

Sauvajot, Mathieu. « Les maras, maîtres de l'Amérique centrale ? » Conflits : Revue de Géopolitique, 18 novembre 2019, <https://www.revueconflits.com/maras-amerique-centrale-el-salvador-traffic-de-drogue-homicides/>.

Time. « Salvador : Nayib Bukele, le président autoritaire “le plus populaire au monde” ». Courrier international, 3 septembre 2024, [https://www.courrierinternational.com/une/une-du-jour-salvador-nayib-bukele-le-president-le-plus-autoritaire-et-le-plus-populaire-au-monde\\_221707](https://www.courrierinternational.com/une/une-du-jour-salvador-nayib-bukele-le-president-le-plus-autoritaire-et-le-plus-populaire-au-monde_221707).

Vigna, A. « Au Salvador, des chefs de gang affirment avoir permis l'ascension politique du président Nayib Bukele ». Le Monde, 10 mai 2025, [https://www.lemonde.fr/international/article/2025/05/10/au-salvador-des-chefs-de-gang-affirment-avoir-permis-l-ascension-politique-du-president-nayib-bukele\\_6604812\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2025/05/10/au-salvador-des-chefs-de-gang-affirment-avoir-permis-l-ascension-politique-du-president-nayib-bukele_6604812_3210.html).

Vigna, A. « Au Salvador, les défenseurs des droits humains de plus en plus menacés par le gouvernement Bukele ». Le Monde, 22 mai 2025, [https://www.lemonde.fr/international/article/2025/05/22/au-salvador-les-defenseurs-des-droits-humains-de-plus-en-plus-menaces-par-le-gouvernement-bukele\\_6607796\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2025/05/22/au-salvador-les-defenseurs-des-droits-humains-de-plus-en-plus-menaces-par-le-gouvernement-bukele_6607796_3210.html).

## **[AMERIQUE LATINE] URUGUAY : LE SCANDALE DES VACHES FANTÔMES QUI A RUINÉ DES MILLIERS D'INVESTISSEURS**

Aguerre, Mateo. « Conexión Ganadera : una mentira constante para ocultar información ». El Debate - Uruguay, 31 mai 2025, <https://www.debate.com.uy/actualidad/Conexion-Ganadera-una-mentira-constante-para-ocultar-informacion-20250531-0002.html>.

Carion, Sacha. « L'affaire des “vaches fantômes” qui secoue l'Uruguay ». Courrier international, 3 juin 2025, [https://www.courrierinternational.com/article/arnaque-l-affaire-des-vaches-fantomes-qui-secoue-l-uruguay\\_231561](https://www.courrierinternational.com/article/arnaque-l-affaire-des-vaches-fantomes-qui-secoue-l-uruguay_231561).

El País. « Los damnificados de un fraude ganadero millonario buscan a las “vacas fantasma” del fondo de inversión en Uruguay ». El País América, 26 mai 2025, <https://elpais.com/america/2025-05-26/los-damnificados-de-conexion-ganadera-buscan-a-las-vacas-fantasma-del-fondo-de-inversion-en-uruguay.html>.

Martin, Tocar. « El Ponzi de las vacas : cómo Conexión Ganadera atrapó inversores y la batalla judicial por los restos del negocio ». El País Uruguay, <https://www.elpais.com.uy/que-pasa/el-ponzi-de-las-vacas-como-conexion-ganadera-atrapo-inversores-y-la-batalla-judicial-por-los-restos-del-negocio>. Consulté le 13 août 2025.

Reuters. « Des vaches fantômes et des millions disparus déclenchent un scandale financier en Uruguay ». Zonebourse, 17 mai 2025, <https://www.zonebourse.com/actualite-bourse/Des-vaches-fantomes-et-des-millions-disparus-declenchent-un-scandale-financier-en-Uruguay-49989810/>

## [EURASIE] LE CAUCASE, THÉÂTRE DE LA PERTE D'INFLUENCE RUSSE SUR SON « ÉTRANGER PROCHE »

Bouvier, Emile. « Déclaration - et non traité - de paix entre l'Arménie et l'Azerbaïdjan : une victoire pour la région ou pour les Etats-Unis ? » *Les clés du Moyen-Orient*, 29 août 2025, <https://www.lesclesdumoyenorient.com/Declaration-et-non-traite-de-paix-entre-l-Armenie-et-l-Azerbaïdjan-une-victoire.html>

Courrier international, « "Corridor Trump" : l'Azerbaïdjan jubile, la presse arménienne dénonce un "jour de honte" ». *Courrier international*, 27 juillet 2025, [https://www.courrierinternational.com/article/analyse-comment-la-guerre-en-ukraine-a-precipite-le-recul-geopolitique-de-poutine\\_233006](https://www.courrierinternational.com/article/analyse-comment-la-guerre-en-ukraine-a-precipite-le-recul-geopolitique-de-poutine_233006)

Meyer, Filip. « En froid avec la Russie, l'Azerbaïdjan s'affirme au Caucase du Sud ». *Les Echos*, 15 août 2025, <https://www.lesechos.fr/monde/europe/en-froid-avec-la-russie-lazerbaïdjan-saffirme-au-caucase-du-sud-2181542>

Okun, Andreï. « Comment la guerre en Ukraine a précipité le recul géopolitique de Poutine ». *Republic*, 27 juillet 2025, <https://republic.ru/posts/116045>

Tigrane, Yégavian. « Arménie - Azerbaïdjan : un accord et des questions ». *Conflits*, 8 août 2025, <https://www.revueconflits.com/armenie-azerbaïdjan-un-accord-et-des-questions/>



## [EUROPE] UEFA FÉMININ 2025 : QUAND LE FOOT DEVIENT POLITIQUE

Barbet, D. « La politique est-elle footue ? » *Mots. Les langages du politique*, vol. 84, 2007, pp. 9-22. <https://doi.org/10.4000/mots.987>.

Boniface, P. « Le sport : une fonction géopolitique ». *Revue Défense Nationale*, vol. 800, no. 5, 2017, pp. 134-138. <https://doi.org/10.3917/rdna.800.0134>.

Etoke, N. « Black Blanc Beur : Ma France à moi ». *Nouvelles Études Francophones*, vol. 24, no. 1, 2009, pp. 157-171. <http://www.jstor.org/stable/25702193>.

Imine, Y., et Desbordes, M. « Égalité des salaires hommes-femmes : où en est-on dans le football ? » *The Conversation*, 2023. <https://doi.org/10.64628/aak.gd6cm4qva>.

Lazar, M. « Qatar : quelle géopolitique de la coupe du monde 2022 ? » *Diploweb*, sans date. <https://www.diploweb.com/Qatar-quelle-geopolitique-de-la-coupe-du-monde-2022.htm>.

Mahé, M. « Sport féminin : les inégalités persistent ! » *Oxfam France*, 23 juillet 2025. <https://www.oxfamfrance.org/inegalites-femmes-hommes/inegalites-femmes-sport/>.

Rouquié, A. « Honduras - El Salvador : La guerre de cent heures : un cas de "désintégration" régionale ». *Revue Française de Science Politique*, vol. 21, no. 6, 1971, pp. 1290-1316. <http://www.jstor.org/stable/43115515>.

## [EUROPE] L'EUROPE VIT UN MOMENT DE BASCULE

« À Washington, une "dream team européenne" pour épauler un Zelensky dos au mur. » *Courrier International*, 18 août 2025, <https://www.courrierinternational.com/article/guerre-en-ukraine-a-washington-une-dream-team-europeenne-pour-epauler-un-zelensky-dos-au-mur> 234046.

Après le sommet Trump-Poutine, aux Européens de jouer leur carte. *Le Monde*, 16 août 2025, <https://www.lemonde.fr/idees/article/2025/08/16/ukraine-apres-le-sommet-trump-poutine-aux-europeens-de-jouer-leur-carte> 6630305 3232.html. Consulté le 2 septembre 2025.

« Droits de douane : les Européens ont agi comme des "poulets sans tête". » *Courrier International*, 28 juillet 2025, <https://www.courrierinternational.com/article/vu-d-allemagne-droits-de-douane-les-europeens-ont-agi-comme-des-poulets-sans-tete> 233530.

Droits de douane : l'Europe "capitule" face à Trump. *Courrier International*, <https://www.courrierinternational.com/article/economie-droits-de-douane-l-europe-capitule-face-a-trump> 233526. Consulté le 2 septembre 2025.

Malik, Matheo. « Rapport Draghi : 6 points clefs et 12 graphiques à retenir. » *Le Grand Continent*, 9 septembre 2024, <https://legrandcontinent.eu/fr/2024/09/09/rapport-draghi-6-points-clefs-et-12-graphiques-a-retenir/>.

« Sommet de Washington sur l'Ukraine : "l'unité inespérée de l'Europe" peut-elle changer la donne ? » *Courrier International*, 19 août 2025, <https://www.courrierinternational.com/article/conflit-sommet-de-washington-sur-l-ukraine-l-unite-inesperee-de-l-europe-peut-elle-changer-la-donne> 234095.

## **[INDOPACIFIQUE] RECRUESCENCE DU CONFLIT OPPOSANT LA THAÏLANDE ET LE CAMBODGE**

20 Minutes avec AFP. « Nouvelles tensions entre la Thaïlande et le Cambodge après l'explosion d'une mine et la blessure d'un soldat ». 20 Minutes, 12 août 2025. <https://www.20minutes.fr/monde/4167678-20250812-nouvelles-tensions-entre-thaïlande-cambodge-apres-explosion-mine-blessure-soldat>.

Deseine, Swann. « L'exode des travailleurs cambodgiens employés en Thaïlande après les affrontements entre les deux pays ». Le Monde, 9 août 2025. [https://www.lemonde.fr/international/article/2025/08/09/l-exode-des-travailleurs-cambodgiens-employes-en-thaïlande-apres-les-affrontements-entre-les-deux-pays\\_6627629\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2025/08/09/l-exode-des-travailleurs-cambodgiens-employes-en-thaïlande-apres-les-affrontements-entre-les-deux-pays_6627629_3210.html).

France Info avec AFP. « Affrontements entre la Thaïlande et le Cambodge : Bangkok proclame la loi martiale dans huit provinces ». France Info, 25 juillet 2025. [https://www.franceinfo.fr/monde/asiе/crise-en-thaïlande/affrontements-entre-la-thaïlande-et-le-cambodge-bangkok-proclame-la-loi-martiale-dans-huit-provinces\\_7398898.html](https://www.franceinfo.fr/monde/asiе/crise-en-thaïlande/affrontements-entre-la-thaïlande-et-le-cambodge-bangkok-proclame-la-loi-martiale-dans-huit-provinces_7398898.html).

Le Monde avec AFP. « La Thaïlande accuse le Cambodge de violer le cessez-le-feu quelques heures après son entrée en vigueur ». Le Monde, 29 juillet 2025. [https://www.lemonde.fr/international/article/2025/07/29/la-thaïlande-accuse-le-cambodge-de-violer-le-ceasez-le-feu-echange-de-tirs-entre-les-deux-camps\\_6624939\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2025/07/29/la-thaïlande-accuse-le-cambodge-de-violer-le-ceasez-le-feu-echange-de-tirs-entre-les-deux-camps_6624939_3210.html).

Le Monde avec AFP. « Thaïlande-Cambodge : nouveau jour de combats, malgré la proposition américaine de cessez-le-feu ». Le Monde, 26 juillet 2025. [https://www.lemonde.fr/international/article/2025/07/26/le-conflit-frontalier-entre-le-cambodge-et-la-thaïlande-fait-33-morts-phnom-penh-appelle-au-cessez-le-feu\\_6624413\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2025/07/26/le-conflit-frontalier-entre-le-cambodge-et-la-thaïlande-fait-33-morts-phnom-penh-appelle-au-cessez-le-feu_6624413_3210.html).

Pedroletti, Brice. « Comment la géopolitique s'est invitée dans le conflit entre Thaïlande et Cambodge ». Le Monde, 7 août 2025. [https://www.lemonde.fr/international/article/2025/08/07/comment-la-geopolitique-s-est-invitee-dans-le-conflit-entre-thaïlande-et-cambodge\\_6627316\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2025/08/07/comment-la-geopolitique-s-est-invitee-dans-le-conflit-entre-thaïlande-et-cambodge_6627316_3210.html).

RFI. « Affrontements Thaïlande/Cambodge : réunion d'urgence du Conseil de sécurité de l'ONU vendredi ». RFI, 25 juillet 2025. <https://www.rfi.fr/fr/en-bref/20250724-affrontements-thaïlande-cambodge-r%C3%A9union-d-urgence-du-conseil-de-s%C3%A9curit%C3%A9-de-l-onu-vendredi>.

## **[INDOPACIFIQUE] INDE-CHINE : REPRISE DU DIALOGUE MALGRÉ DES DIFFÉRENDS PERSISTANTS**

Delhommais, Marc. « Inde-Chine : derrière la détente, les nombreux renoncements indiens ». Les Échos, 7 sept. 2025. <https://www.lesechos.fr/monde/asiе-pacifique/inde-chine-derriere-la-detente-les-nombreux-renoncements-indiens-2183713>.

Malinbaum, Élodie. « Chine-Inde : un rapprochement sous contrainte ». Institut français des relations internationales (IFRI), sept. 2025. <https://www.ifri.org/fr/editoriaux/chine-inde-un-rapprochement-sous-contrainte>.

## **[PROCHE ET MOYEN ORIENT] PAIX INTERNATIONALE, GUERRE INTÉRIEURE : LES DÉFIS DU LIBAN**

« Au Liban, le Hezbollah refuse la décision du gouvernement de le désarmer d'ici à la fin de l'année ». Le Monde.fr, 8 août 2025, [www.lemonde.fr/international/article/2025/08/07/au-liban-le-hezbollah-refuse-la-decision-du-gouvernement-de-le-desarmer-d-ici-a-la-fin-de-l-annee\\_6627202\\_3210.html](https://www.lemonde.fr/international/article/2025/08/07/au-liban-le-hezbollah-refuse-la-decision-du-gouvernement-de-le-desarmer-d-ici-a-la-fin-de-l-annee_6627202_3210.html).

« Les États-Unis satisfaits par la réponse du Liban à leur demande de désarmer le Hezbollah ». Le Monde.fr, 8 juillet 2025, [www.lemonde.fr/ guerre-au-proche-orient/article/2025/07/07/les-etats-unis-satisfaits-par-la-reponse-du-liban-a-leur-demande-de-desarmer-le-hezbollah\\_6619684\\_6325529.html](https://www.lemonde.fr/ guerre-au-proche-orient/article/2025/07/07/les-etats-unis-satisfaits-par-la-reponse-du-liban-a-leur-demande-de-desarmer-le-hezbollah_6619684_6325529.html).

« Le Hezbollah accuse le gouvernement libanais, qui s'est engagé à désarmer le mouvement chiite, de "livrer" le pays à Israël ». Le Monde.fr, 15 août 2025, [www.lemonde.fr/international/article/2025/08/15/le-hezbollah-accuse-le-gouvernement-libanais-qui-s-est-engage-a-desarmer-le-mouvement-chiite-de-livrer-le-pays-a-israel\\_6629910\\_3210.html](http://www.lemonde.fr/international/article/2025/08/15/le-hezbollah-accuse-le-gouvernement-libanais-qui-s-est-engage-a-desarmer-le-mouvement-chiite-de-livrer-le-pays-a-israel_6629910_3210.html).

« Israël bombarde le Hezbollah dans la plaine de la Bekaa, au Liban, malgré le cessez-le-feu ». Le Monde.fr, 15 juillet 2025, [www.lemonde.fr/guerre-au-proche-orient/article/2025/07/15/israel-frappe-le-hezbollah-dans-la-plaine-de-la-bekaa-au-liban-malgre-le-cessez-le-feu\\_6621345\\_6325529.html](http://www.lemonde.fr/guerre-au-proche-orient/article/2025/07/15/israel-frappe-le-hezbollah-dans-la-plaine-de-la-bekaa-au-liban-malgre-le-cessez-le-feu_6621345_6325529.html).

« Liban : le Conseil de sécurité de l'ONU décide du départ des casques bleus en 2027 ». Le Monde.fr, 29 août 2025, [www.lemonde.fr/international/article/2025/08/28/liban-le-conseil-de-securite-de-l-onu-decide-du-depart-des-casques-bleus-en-2027\\_6636990\\_3210.html](http://www.lemonde.fr/international/article/2025/08/28/liban-le-conseil-de-securite-de-l-onu-decide-du-depart-des-casques-bleus-en-2027_6636990_3210.html).

« Le Hezbollah refuse de rendre les armes et brandit la menace d'une guerre civile ». France 24, 15 août 2025, <https://www.france24.com/fr/moyen-orient/20250815-liban-hezbollah-refuse-rendre-armes-brandit-menace-guerre-civile>.

« L'ONU prolonge le mandat de la FINUL au Liban jusqu'à fin 2026, pour la dernière fois ». i24NEWS, 28 août 2025, [i24news.tv/fr/actu/international/artc-l-onu-prolonge-le-mandat-de-la-finul-au-liban-jusqu-a-fin-2026-pour-la-derniere-fois](http://i24news.tv/fr/actu/international/artc-l-onu-prolonge-le-mandat-de-la-finul-au-liban-jusqu-a-fin-2026-pour-la-derniere-fois). Consulté le 2 septembre 2025.

« Mandat de la Finul prolongé une dernière fois : les Casques bleus quitteront le Liban en 2027 ». France 24, 28 août 2025, <https://www.france24.com/fr/info-en-continu/20250828-le-conseil-de-s%C3%A9curit%C3%A9-de-l-onu-se-prononce-sur-la-fin-des-casques-bleus-au-liban>.



# SOURCES IMAGES

## **[AFRIQUE] LIBYE : TENSIONS POLITIQUES, CRISES MIGRATOIRES ET MENACES SUR LES DROITS HUMAINS**

Wikimédia Commons / Copyright : Aerra Carnicom / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:CGI\\_Libya\\_Flag.png](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:CGI_Libya_Flag.png)

## **[AMÉRIQUE DU NORD] L'ALASKA, MIROIR D'UN ÉCHEC POUR TRUMP ET D'UNE VICTOIRE SYMBOLIQUE POUR POUTINE**

Source : Wikimédia Commons / Copyright : Benjamin D Applebaum / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Trump,\\_Putin\\_Press\\_Conference\\_\(9260684\).jpg?uselang=fr](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Trump,_Putin_Press_Conference_(9260684).jpg?uselang=fr)

Source : Wikimédia Commons / Copyright : Benjamin D Applebaum / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Trump,\\_Putin\\_Alaska\\_Arrival\\_\(9260679\).jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Trump,_Putin_Alaska_Arrival_(9260679).jpg)

Source : Wikimédia Commons / Copyright : European Commission / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Family\\_picture\\_\(P-067642\\_00-07\).jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Family_picture_(P-067642_00-07).jpg)

## **[AMÉRIQUE LATINE] LE SALVADOR : VERS UNE DÉRIVE AUTORITAIRE**

Wikimédia Commons / Copyright : <https://www.flickr.com/photos/tsesv/53290289499/> 26 octobre 2023 / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Nayib\\_Bukele\\_with\\_the\\_TSE\\_\(cropped\).jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Nayib_Bukele_with_the_TSE_(cropped).jpg)

Wikimédia Commons / Copyright : [https://www.flickr.com/photos/fotospresidencia\\_sv/53261956117/](https://www.flickr.com/photos/fotospresidencia_sv/53261956117/) 1er juin 2023 / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Guayana\\_Esequiba\\_Guyana%E2%80%93Venezuela\\_territorial\\_dispute.png](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Guayana_Esequiba_Guyana%E2%80%93Venezuela_territorial_dispute.png)

## **[AMÉRIQUE LATINE] URUGUAY : LE SCANDALE DES VACHES FANTÔMES QUI A RUINÉ DES MILLIERS D'INVESTISSEURS**

Wikimedia Common / Copyrights : Benoît Prieur / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Flag\\_of\\_Uruguay\\_Montevideo.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Flag_of_Uruguay_Montevideo.jpg)

Wikimedia Common / Copyrights : Michel Foucher / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Aubrac\\_FR48\\_vache\\_IMF8230.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Aubrac_FR48_vache_IMF8230.jpg)

## **[EURASIE] LE CAUCASE, THÉÂTRE DE LA PERTE D'INFLUENCE RUSSE SUR SON « ÉTRANGER PROCHE »**

Wikimedia Common / Copyrights : Press Service of the President of the Republic of Azerbaijan / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Ilham\\_Aliyev\\_was\\_interviewed\\_by\\_Euronews\\_TV\\_%28cropped%29.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Ilham_Aliyev_was_interviewed_by_Euronews_TV_%28cropped%29.jpg)

Wikimedia Common / Copyrights : Пресс-служба Президента Российской Федерации / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Nikol\\_Pashinyan\\_%282018-05-14%29.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Nikol_Pashinyan_%282018-05-14%29.jpg)

## **[EUROPE] UNOC 2025 : L'AVENIR DES OCÉANS**

Wikimédia Commons / Ricardo Stuckert / Utilisation non commerciale / [Wikimedia Commons / Copyrights : KOREA.NET - Korean Culture and Information Service \(Jeon Han\) / Utilisation non commerciale / Lien : https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Pape-fran%C3%A7ois-en-Papamobile-en-Cor%C3%A9e2.jpg](#)

## **[EUROPE] L'EUROPE VIT UN MOMENT DE BASCULE**

Wikimédia Commons / Copyright : Historicaïr / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Europe\\_in\\_1923.jpg](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Europe_in_1923.jpg)

## **[INDOPACIFIQUE] RECRUESCENCE DU CONFLIT OPPOSANT LA THAÏLANDE ET LE CAMBODGE**

Wikimedia Commons / Copyrights : Listz3 / Utilisation non commerciale / Lien : [https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Uzbekistan-Kyrgystan-Tajikistan\\_Border\\_Gore.webp](https://commons.wikimedia.org/wiki/File:Uzbekistan-Kyrgystan-Tajikistan_Border_Gore.webp)

